



LE TEMPS DES FEMMES

- ▶ Inégalités : où en est-on ?
- ▶ Celles et ceux qui font bouger les lignes

En partenariat avec



ISSN 2426-8313 M 05231 - 15 - F: 9,50 € - RD



(France métropolitaine)

L'ACTUALITÉ CITOYENNE

PRÉCARITÉ
« Il faut un effort à la fois
de formation et de sécurisation »

ENQUÊTE
La géothermie au
secours des territoires



130 femmes indigènes du Mexique issues de cinq communautés tisserandes composent l'association Ecla, créée par Véronique Tesseraud.

Entrepreneuses au Sud : le coup de pouce qui change tout

Aider des femmes des pays en développement à créer ou pérenniser leurs activités économiques : c'est la mission de nombreuses associations. Avec des résultats probants.

Elles sont mexicaines, indiennes, malgaches ou béninoises et vivent dans une très grande précarité. Certaines sont en marge de leur communauté ou de leur pays parce qu'atteintes du sida ou indigènes. La plupart ont des savoir-faire et des envies d'entreprendre qui ne demandent qu'à éclore. C'est ce que comprend Véronique Tesseraud, *designer* textile qui, en 1985, a suivi une partie de ses études au Mexique. Dans l'Etat du Chiapas, elle découvre que les femmes indigènes, qui vivent dans des conditions de vie très précaires, ont une façon de tisser particulière : « Ces femmes des communautés tsotsile et tseltale font vivre un patrimoine

tout en étant totalement à la marge : elles habitent loin des villes et ne parlent pas espagnol. Ça m'a interpellée au point que je me suis dit qu'un jour, je travaillerai avec elles. »

Cocréation de collections de textiles

Bien des années plus tard, en 2009, El Camino de Los Altos (Ecla), une association mexicaine, est créée à son initiative « pour et avec 130 femmes indigènes issues de cinq communautés tisserandes différentes, chacune avec leur propre savoir-faire mais toutes travaillant à la main sur des métiers à tisser à ceinture de style hispanique », précise Véronique Tesseraud, désormais présidente d'Ecla. La structure est jumelée avec une association française, ►

► El Camino, dont l'objectif est d'aider financièrement ces femmes à développer leur production et d'éventuellement les suivre sur le plan médical, leur apprendre à lire, etc. Année après année, une collection de textiles pour la maison – housses de coussin, nappes, sets de table –, mais aussi pour des châles et des sacs voit le jour, fruit d'un partenariat entre des *designers* de l'association française et les 130 femmes mexicaines. « *Ce sont toujours les mêmes femmes depuis le début. Mais leur participation et leur implication sont plus fortes* », observe Véronique Tesseraud.

« *Aujourd'hui, elles "co-crée" les collections, qui allient design contemporain et patrimoine maya, au travers d'ateliers de création que j'anime sur place, et elles vendent elles-mêmes leur production en se rendant dans des foires partout dans le pays* », explique-t-elle. Une boutique a également été ouverte à San Cristóbal de Las Casas, l'une des villes du Chiapas. Le tout permet à l'association mexicaine de s'autofinancer et de salarier sept personnes, dont deux font tourner le magasin. La structure française sert, elle, à récolter des subventions pour mener des actions éducatives sur place, à acheter du matériel pour les femmes, etc. Elle permet aussi d'écouler les productions en France par l'intermédiaire d'Internet et d'une boutique à Paris. Mais celle-ci devrait fermer ses portes, faute de rentabilité. Reste que, selon la présidente, le bilan est très positif : « *Les femmes s'expriment de plus en plus, donnent leur avis, s'émancipent, assurent les commandes, prennent l'avion pour vendre leurs*

A Djibouti, un élevage caprin géré par 25 femmes

C'est pour renforcer le pouvoir décisionnel des femmes dans leurs communautés et leur assurer un revenu propre décent que l'ONG SOS Sahel a participé l'année dernière au développement d'une ferme caprine dans le nord-est de Djibouti, en partenariat avec la Fondation Raja-Danièle Marcovici. Gérée collectivement par 25 femmes, cette ferme leur permet pour le moment de satisfaire les besoins en lait de leur famille et devrait à terme – lorsque la production sera plus conséquente – leur procurer un revenu issu de la vente de produits laitiers. « *Ces femmes, qui n'avaient auparavant aucune activité économique, ont été formées aux soins vétérinaires par les services de santé locaux, ainsi qu'aux techniques rudimentaires de gestion d'une ferme. Un animateur est également présent pour les accompagner dans leurs activités au quotidien* », explique Ange Mboneye, chargée de développement chez SOS Sahel. Un planning de présence prévoit des roulements par binômes au cours de la semaine, afin que les femmes engagées à la ferme puissent continuer de remplir leurs autres impératifs, notamment familiaux.

Les femmes ont traditionnellement un rôle dans les exploitations agricoles familiales – elles représentent 43 % de la main-d'œuvre agricole dans les pays en développement, et jusque 80 % dans certains pays du Sahel, selon la FAO –, mais elles n'ont que très peu de pouvoir de décision et sont considérées avant tout comme une main-d'œuvre gratuite, par exemple pour s'occuper du bétail appartenant à leur époux. « *On leur demande souvent beaucoup d'implication, sans qu'elles en retirent de bénéfice monétaire. Et ce, alors que ce sont elles qui ont à charge l'alimentation et l'éducation des enfants. Leur potentiel est sous-valorisé* », dénonce Ange Mboneye. Des chercheurs ont ainsi prouvé que les femmes dépensent une fraction plus importante de leurs revenus dans la santé et l'éducation de leurs enfants que les hommes. Ce qui justifie l'importance du soutien aux femmes des zones rurales pour les sociétés en développement. Trame de fond de l'aide internationale à horizon 2030, les Objectifs de développement durable (ODD) proposés par l'ONU entendent doubler, d'ici là, « *la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier des femmes* ». Aude Martin

productions... Plus je travaille avec elles, plus je suis dans l'émotion. »

En Inde, des groupes d'entraide

L'émotion. Un mot que ne renierait pas Benjamine Oberoi, qui vit à Bangalore, en Inde, depuis quarante ans, après avoir suivi en France des études en sciences de l'éducation. En 1998, elle crée avec des amis français Objectif France Inde (OFI), une association qui accompagne des projets de développement d'ONG dans le Tamil Nadu (Etat du sud du pays). « *L'association est un intermédiaire entre des financeurs et des ONG locales. Elle me permet également d'apporter une vision extérieure à leurs projets afin de les aider à les mener plus loin* », précise Benjamine Oberoi. OFI travaille depuis quinze ans avec deux ONG œuvrant en zone rurale. L'action repose sur des groupes